



PRIÈRE ET RECONNAISSANCE DES TERRITOIRES

DIX HEURES

M. SMOOK propose l'approbation, la troisième lecture et l'adoption du projet de loi 223 — *Loi sur le Mois du patrimoine ukrainien/The Ukrainian Heritage Month Act* — dont a fait rapport le Comité permanent du développement social et économique.

Il s'élève un débat.

M. SMOOK, M^{mes} FONTAINE et COX ainsi que MM. WASYLIW et GERRARD interviennent. La motion, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi est approuvé, lu une troisième fois et adopté.

M. ISLEIFSON propose l'approbation, la troisième lecture et l'adoption de la version amendée du projet de loi 205 — *Loi sur le Mois du patrimoine philippin/The Filipino Heritage Month Act* — dont a fait rapport le Comité permanent du développement social et économique.

Il s'élève un débat.

MM. ISLEIFSON et BRAR, M. le *ministre* REYES ainsi que M. GERRARD interviennent. La motion, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi est approuvé, lu une troisième fois et adopté.

M. MICKLEFIELD présente la proposition suivante :

Proposition n° 15 : Proposition visant à exhorter le gouvernement fédéral à prolonger le délai pour la présentation de demandes d'indemnisation par les survivants des externats indiens

Attendu :

qu'environ 200 000 enfants ont fréquenté des externats exploités par le gouvernement fédéral;

que le Canada comptait près de 700 externats et que 115 des externats visés par la Convention de règlement relative aux externats indiens se trouvaient au Manitoba;

que les survivants de ces externats ont été victimes d'abus horribles pendant qu'ils fréquentaient ces établissements;

qu'en raison de ces externats, de nombreux survivants ont perdu les liens qui les unissaient à leurs langues traditionnelles, à leurs croyances, à leur patrimoine et à leurs traditions;

qu'en août 2019, la Convention a été conclue bien qu'aucune Convention ne puisse parvenir à remédier à la douleur, aux traumatismes et aux souffrances causés par ces externats;

que les survivants de ces externats ont actuellement jusqu'au 13 juillet 2022 pour déposer leurs documents juridiques pour être parties au règlement;

que la pandémie de COVID-19 a entraîné des délais et des difficultés pour l'obtention de conseils juridiques et que par conséquent de nombreux survivants s'inquiètent de ne pas pouvoir bien préparer leurs documents ou relater correctement leur vérité,

il est proposé que l'Assemblée législative du Manitoba exhorte le gouvernement fédéral à consulter et à écouter les Premières nations touchées et à prolonger le délai qu'ont les survivants et leur famille pour déposer une demande en vue de pouvoir bénéficier d'une indemnisation dans le cadre de la Convention.

Il s'élève un débat.

M. MICKLEFIELD intervient.

MM. BUSHIE, MARTIN, LAMONT et LAGASSÉ posent des questions au député.

Le débat se poursuit.

MM. BUSHIE et MARTIN, M^{me} NAYLOR ainsi que M. LAMONT interviennent. La motion, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

TREIZE HEURES TRENTE

Avant l'examen des affaires courantes, M. GERRARD invoque le *Règlement* au sujet de propos irrespectueux tenus par le ministre du Transport et de l'Infrastructure hier pendant la période des questions alors qu'il aurait qualifié le comportement du député de Saint-Boniface de « being cowardly and gaslighting » (« lâche et manipulateur » [TRADUCTION]). M. GERRARD soutient qu'il s'agissait de propos non parlementaires et déclare que le ministre du Transport et de l'Infrastructure doit des excuses au député de Saint-Boniface.

M^{me} FONTAINE et M. le *ministre* GOERTZEN interviennent sur le rappel au *Règlement*.

La présidente informe l'Assemblée qu'elle met l'affaire en délibéré.

M. ISLEIFSON, *président du Comité permanent de la justice*, présente le quatrième rapport du Comité :

Réunions :

Le Comité s'est réuni :

- le 16 mai 2022, à 18 heures (quatrième session de la quarante-deuxième législature);
- le 17 mai 2022, à midi (quatrième session de la quarante-deuxième législature).

Questions à l'étude :

- Projet de loi 2 — *Loi abrogeant la Loi sur la viabilité des services publics/The Public Services Sustainability Repeal Act*;
- projet de loi 8 — *Loi modifiant la Loi sur la Cour d'appel et la Loi sur la Cour provinciale/The Court of Appeal Amendment and Provincial Court Amendment Act*;
- projet de loi 15 — *Loi modifiant la Loi sur les conducteurs et les véhicules et le Code de la route/The Drivers and Vehicles Amendment and Highway Traffic Amendment Act*;
- projet de loi 17 — *Loi édictant la Loi sur le droit de la famille et la Loi sur l'exécution des obligations alimentaires et modifiant la Loi sur l'établissement et l'exécution réciproque des ordonnances alimentaires/The Family Law Act, The Family Support Enforcement Act and The Inter-jurisdictional Support Orders Amendment Act*;
- projet de loi 21 — *Loi modifiant le Code de la route et la Loi sur la Société d'assurance publique du Manitoba/The Highway Traffic Amendment and Manitoba Public Insurance Corporation Amendment Act*.

Composition du Comité :

Conformément à la version la plus récente de l'ordre sessionnel que l'Assemblée a adopté le 7 octobre 2020, l'application du paragraphe 82(2) du *Règlement* est suspendue pour les réunions des 16 et 17 mai 2022 et la composition du Comité passe à six députés (quatre députés du gouvernement et deux députés de l'opposition officielle).

Réunion du 16 mai 2022 :

- M^{me} FONTAINE;
- M. le *ministre* GOERTZEN;
- M. GUENTER;
- M. le *ministre* HELWER;
- M. ISLEIFSON;
- M. WIEBE.

Le Comité a élu :

- M. ISLEIFSON à la présidence;
- M. GUENTER à la vice-présidence.

Réunion du 17 mai 2022 :

- M^{me} FONTAINE;
- M. le *ministre* GOERTZEN;
- M. ISLEIFSON;
- M. LAGASSÉ
- M. NESBITT;
- M. WIEBE.

Le Comité a élu M. LAGASSÉ à la vice-présidence.

Députés ne siégeant pas au Comité et étant intervenus :

Réunion du 16 mai 2022 :

- M. GERRARD;
- M. le *ministre* PIWNIUK.

Exposés oraux :

Le Comité a entendu neuf exposés des personnes mentionnées ci-après sur le projet de loi 2 — *Loi abrogeant la Loi sur la viabilité des services publics/The Public Services Sustainability Repeal Act* :

Réunion du 16 mai 2022

Kevin Rebeck

Kyle Ross

Darlene Jackson

Jennifer Carr

Paul McKie

Jeff Traeger

Jason Hawkins

Erik Thomson

Gina McKay

Fédération du travail du Manitoba

Syndicat des employés généraux et des fonctionnaires du Manitoba

Syndicat des infirmières du Manitoba

Institut professionnel de la fonction publique du Canada

UNIFOR

Travailleurs unis de l'alimentation et du commerce, section locale 832

Particulier

Association des professeurs de l'Université du Manitoba

SCFP Manitoba

Le Comité a entendu trois exposés des personnes mentionnées ci-après sur le projet de loi 8 — *Loi modifiant la Loi sur la Cour d'appel et la Loi sur la Cour provinciale/The Court of Appeal Amendment and Provincial Court Amendment Act* :

Réunion du 16 mai 2022

Susan Dawes
Ian Scarth
Lisa LaBossiere

Professional Judges Association of Manitoba
Association du Barreau du Manitoba
Criminal Defence Lawyers Association of Manitoba

Le Comité a entendu l'exposé de la personne mentionnée ci-après sur le projet de loi 17 — *Loi édictant la Loi sur le droit de la famille et la Loi sur l'exécution des obligations alimentaires et modifiant la Loi sur l'établissement et l'exécution réciproque des ordonnances alimentaires/The Family Law Act, The Family Support Enforcement Act and The Inter-jurisdictional Support Orders Amendment Act* :

Réunion du 16 mai 2022

Lawrence Pinsky

Family Arbitration and Mediation Institute

Exposés écrits :

Le Comité a reçu deux exposés écrits des personnes mentionnées ci-après sur le projet de loi 2 — *Loi abrogeant la Loi sur la viabilité des services publics/The Public Services Sustainability Repeal Act* :

James Bedford
Bob Moroz

Manitoba Teachers' Society
Manitoba Association of Health Care Professionals

Le Comité a reçu l'exposé écrit de la personne mentionnée ci-après sur le projet de loi 8 — *Loi modifiant la Loi sur la Cour d'appel et la Loi sur la Cour provinciale/The Court of Appeal Amendment and Provincial Court Amendment Act* :

Monique St. Germain

Centre canadien de protection de l'enfance

Projets de loi étudiés dont il a été fait rapport :

(N° 2) — *Loi abrogeant la Loi sur la viabilité des services publics/The Public Services Sustainability Repeal Act*

Le Comité a convenu de faire rapport de ce projet de loi sans amendement.

(N° 8) — *Loi modifiant la Loi sur la Cour d'appel et la Loi sur la Cour provinciale/The Court of Appeal Amendment and Provincial Court Amendment Act*

Le Comité a convenu de faire rapport de ce projet de loi sans amendement.

(N° 15) — *Loi modifiant la Loi sur les conducteurs et les véhicules et le Code de la route/The Drivers and Vehicles Amendment and Highway Traffic Amendment Act*

Le Comité a convenu de faire rapport de ce projet de loi sans amendement.

(N° 17) — *Loi édictant la Loi sur le droit de la famille et la Loi sur l'exécution des obligations alimentaires et modifiant la Loi sur l'établissement et l'exécution réciproque des ordonnances alimentaires/The Family Law Act, The Family Support Enforcement Act and The Inter-jurisdictional Support Orders Amendment Act*

Le Comité a convenu de faire rapport de ce projet de loi sans amendement.

(N° 21) — *Loi modifiant le Code de la route et la Loi sur la Société d'assurance publique du Manitoba/The Highway Traffic Amendment and Manitoba Public Insurance Corporation Amendment Act*

Le Comité a convenu de faire rapport de ce projet de loi sans amendement.

Sur la motion de M. ISLEIFSON, le rapport du Comité est déposé.

M. MALOWAY, *président du Comité permanent des comptes publics*, présente le troisième rapport du Comité :

Réunion :

Le Comité s'est réuni le 16 mai 2022, à 18 h 30, dans l'enceinte de l'Assemblée législative.

Questions à l'étude :

- Le rapport du vérificateur général intitulé « Follow-up of Previously Issued Recommendations » et daté de mai 2015 :
 - Partie 9 — « Taxation Division, Audit Branch »,
 - Partie 18 — « Senior Management Expense Policies »;
- le rapport du vérificateur général intitulé « Follow-up of Recommendations » et daté de mai 2016 :
 - « Food Safety »,
 - « Taxation Division, Audit Branch »,
 - « Senior Management Expense Policies »;
- le rapport du vérificateur général intitulé « Follow-up of Recommendations » et daté de mars 2017 :
 - « Office of the Fire Commissioner »,
 - « Senior Management Expense Policies »;

- le rapport du vérificateur général intitulé « Management of MRI Services » et daté d'avril 2017;
- le rapport du vérificateur général intitulé « Follow-up of Recommendations » et daté de mars 2018 :
 - « Rural Municipality of Lac du Bonnet »;
- le rapport du vérificateur général intitulé « Suivi des recommandations » et daté de mars 2019 :
 - « Gestion des services d'IRM »;
- le rapport du vérificateur général intitulé « Suivi des recommandations » et daté de mars 2020 :
 - « Gestion des services d'IRM »;
- le rapport du vérificateur général intitulé « Suivi des recommandations d'audit précédemment émises » et daté de mars 2021 :
 - « Gestion des services d'IRM ».

Composition du Comité :

- M. LAMONT;
- T. LINDSEY;
- M. MALOWAY (président);
- M. MARTIN;
- M. MICHALESKI;
- M^{me} NAYLOR;
- M. NESBITT (vice-président);
- M. SMOOK;
- M. TEITSMA;
- M. WASYLIW;
- M. WISHART.

Personnes étant intervenues :

- M. Tyson Shtykalo, *vérificateur général du Manitoba*;
- M^{me} Karen Herd, *sous-ministre de la Santé*;
- M^{me} Janice Grift, *Programme d'imagerie diagnostique, Soins communs*;
- M. John French, *chef du service d'imagerie diagnostique, Soins communs*;
- D^r Marco Essig, *chef provincial de l'équipe clinique spécialisée du service d'imagerie diagnostique*.

Ententes :

Le Comité s'est entendu pour terminer l'examen de la partie 9 — « Taxation Division, Audit Branch » tirée du rapport du vérificateur général intitulé « Follow-up of Previously Issued Recommendations » et daté de mai 2015.

Le Comité s'est entendu pour terminer l'examen de la partie 18 — « Senior Management Expense Policies » tirée du rapport du vérificateur général intitulé « Follow-up of Previously Issued Recommendations » et daté de mai 2015.

Le Comité s'est entendu pour terminer l'examen de la partie « Food Safety » tirée du rapport du vérificateur général intitulé « Follow-up of Recommendations » et daté de mai 2016.

Le Comité s'est entendu pour terminer l'examen de la partie « Taxation Division, Audit Branch » tirée du rapport du vérificateur général intitulé « Follow-up of Recommendations » et daté de mai 2016.

Le Comité s'est entendu pour terminer l'examen de la partie « Senior Management Expense Policies » tirée du rapport du vérificateur général intitulé « Follow-up of Recommendations » et daté de mai 2016.

Le Comité s'est entendu pour terminer l'examen de la partie « Office of the Fire Commissioner » tirée du rapport du vérificateur général intitulé « Follow-up of Recommendations » et daté de mars 2017.

Le Comité s'est entendu pour terminer l'examen de la partie « Senior Management Expense Policies » tirée du rapport du vérificateur général intitulé « Follow-up of Recommendations » et daté de mars 2017.

Le Comité s'est entendu pour terminer l'examen de la partie « Rural Municipality of Lac du Bonnet » tirée du rapport du vérificateur général intitulé « Follow-up of Recommendations » et daté de mars 2018.

Le Comité s'est entendu pour terminer l'examen de la partie « Gestion des services d'IRM » tirée du rapport du vérificateur général intitulé « Suivi des recommandations » et daté de mars 2019.

Le Comité s'est entendu pour terminer l'examen de la partie « Gestion des services d'IRM » tirée du rapport du vérificateur général intitulé « Suivi des recommandations » et daté de mars 2020.

Le Comité s'est entendu pour terminer l'examen de la partie « Gestion des services d'IRM » tirée du rapport du vérificateur général intitulé « Suivi des recommandations d'audit précédemment émises » et daté de mars 2021.

Rapports étudiés et adoptés :

Le Comité a examiné les rapports indiqués ci-après et les a adoptés sans modifications :

- le rapport du vérificateur général intitulé « Follow-up of Previously Issued Recommendations » et daté de mai 2015;
- le rapport du vérificateur général intitulé « Follow-up of Recommendations » et daté de mai 2016;
- le rapport du vérificateur général intitulé « Follow-up of Recommendations » et daté de mars 2017;
- le rapport du vérificateur général intitulé « Management of MRI Services » et daté d'avril 2017;
- le rapport du vérificateur général intitulé « Follow-up of Recommendations » et daté de mars 2018.

Rapports étudiés, mais non adoptés :

Le Comité a examiné les rapports indiqués ci-après, mais ne les a pas adoptés :

- le rapport du vérificateur général intitulé « Suivi des recommandations » et daté de mars 2019 (« Gestion des services d'IRM » — examen complété);
- le rapport du vérificateur général intitulé « Suivi des recommandations » et daté de mars 2020 (« Gestion des services d'IRM » — examen complété);
- le rapport du vérificateur général intitulé « Suivi des recommandations d'audit précédemment émises » et daté de mars 2021 (« Gestion des services d'IRM » — examen complété).

Sur la motion de M. MALOWAY, le rapport du Comité est déposé.

M^{me} GUILLEMARD, *ministre de la Santé mentale et du Mieux-être de la communauté*, fait une déclaration au sujet de la Semaine de la santé mentale.

M^{me} SMITH (Point Douglas) et, avec le consentement de l'Assemblée, M. GERRARD font des observations sur la déclaration.

Conformément au paragraphe 27(1) du *Règlement*, M^{mes} MORLEY-LECOMTE et MARCELINO, MM. ISLEIFSON et WASYLIW ainsi que M^{me} LAMOUREUX font des déclarations de député.

Les pétitions qui suivent sont présentées et lues devant l'Assemblée législative du Manitoba :

M. BRAR — Demande visant à exhorter le gouvernement provincial à fournir les services de deux infirmiers ou infirmières afin de rétablir les soins podologiques médicaux essentiels dans la ville de Thompson à compter du 1^{er} avril 2022.

M. ALTOMARE — Demande visant à exhorter le gouvernement provincial à fournir les services de deux infirmiers ou infirmières afin de rétablir les soins podologiques médicaux essentiels dans la ville de Thompson à compter du 1^{er} avril 2022.

M^{me} NAYLOR — Demande visant à exhorter le gouvernement provincial à fournir les services de deux infirmiers ou infirmières afin de rétablir les soins podologiques médicaux essentiels dans la ville de Thompson à compter du 1^{er} avril 2022.

T. LINDSEY — Demande visant à exhorter le ministre de l'Infrastructure à adopter les réductions de limite de vitesse proposées pour la route provinciale 392 qui ont été énoncées plus haut.

M. MALOWAY — Demande visant à exhorter le gouvernement provincial à adopter des mesures législatives portant sur le droit à la réparation afin d'obliger les fabricants de dispositifs et d'appareils électroniques, y compris de lave-linge et de réfrigérateurs, ainsi que de machinerie et matériel agricoles à fournir aux consommateurs et aux ateliers de réparation indépendants les renseignements, pièces et outils nécessaires à la réparation de leurs produits.

M. MOSES — To request the Minister of Labour, Consumer Protection and Government Services to consider granting the auditorium to the JRL by March 1st, 2023; to request the Minister of Education to recognize the value that JRL provides to the student population of EHS as well as the communities of Village de St Pierre Jolys and the RM De Salaberry; to request the Minister of Education and the Minister of Francophone Affairs to recognize that an MOU between the RRVSD and JRL is morally, financially and culturally beneficial; to request the Minister of Sport, Culture and Heritage to recognize the heritage potential of this important building and its status in the community; and to request the Minister of Sport Culture and Heritage to prevent any renovations to the auditorium that would destroy and devalue the architectural integrity of the building. [*Version anglaise d'une pétition présentée dans les deux langues*]

M. SALA — De demander au ministre du Travail, de la Protection des consommateurs et des Services gouvernementaux d'envisager de concéder l'auditorium à la BRJ d'ici le 1^{er} mars 2023; demander au ministre de l'Éducation de reconnaître la valeur que la BRJ apporte à la population étudiante de l'EHS ainsi qu'aux communautés du Village de St Pierre Jolys et de la MR de Salaberry; demander au ministre de l'Éducation et au ministre des Affaires francophones de reconnaître qu'un protocole d'entente entre le RRVSD et JRL est mutuellement bénéfique, financièrement et culturellement; demander au ministre des Sports, de la Culture et du Patrimoine de reconnaître le potentiel patrimonial de cet important bâtiment et son statut au sein de la communauté; et demander au ministre des Sports, de la Culture et du Patrimoine d'empêcher toute rénovation de l'auditorium qui détruirait et dévaloriserait l'intégrité architecturale du bâtiment. [*Pétition présentée en français*]

M^{me} MARCELINO — De demander au ministre du Travail, de la Protection des consommateurs et des Services gouvernementaux d'envisager de concéder l'auditorium à la BRJ d'ici le 1^{er} mars 2023; demander au ministre de l'Éducation de reconnaître la valeur que la BRJ apporte à la population étudiante de l'EHS ainsi qu'aux communautés du Village de St Pierre Jolys et de la MR de Salaberry; demander au ministre de l'Éducation et au ministre des Affaires francophones de reconnaître qu'un protocole d'entente entre le RRVSD et JRL est mutuellement bénéfique, financièrement et culturellement; demander au ministre des Sports, de la Culture et du Patrimoine de reconnaître le potentiel patrimonial de cet important bâtiment et son statut au sein de la communauté; et demander au ministre des Sports, de la Culture et du Patrimoine d'empêcher toute rénovation de l'auditorium qui détruirait et dévaloriserait l'intégrité architecturale du bâtiment. [*Pétition présentée en français*]

M^{me} SMITH (Point Douglas) — Demande visant à exhorter le gouvernement provincial à fournir les services de deux infirmiers ou infirmières afin de rétablir les soins podologiques médicaux essentiels dans la ville de Thompson à compter du 1^{er} avril 2022.

M. WIEBE — Demande visant à exhorter le ministre du Transport et de l'Infrastructure à consulter des spécialistes et experts en acoustique afin de déterminer le moyen le plus efficace de réduire les nuisances sonores liées à la circulation, à s'engager à prendre des mesures significatives en réponse aux préoccupations des résidents et à faire face à ce problème en construisant un mur antibruit le long des zones résidentielles adjacentes à la route périphérique Sud, du chemin St. Anne's au chemin St. Mary's, ainsi que pour les résidents du quartier River Park South.

Conformément au paragraphe 33(7) du *Règlement*, le leader du gouvernement à l'Assemblée annonce que la proposition émanant d'un député portant sur la reconnaissance des efforts des bénévoles et des travailleurs face aux inondations sera examinée le prochain mardi où seront abordées les affaires émanant des députés.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. le *ministre* FRIESEN tendant à la deuxième lecture et au renvoi en comité plénier du projet de loi 39 — *Loi de 2022 portant affectation de crédits (remboursement de taxes scolaires)/The Appropriation Act, 2022 (School Tax Rebate)*.

Le débat se poursuit.

M. WIEBE, M^{me} MARCELINO ainsi que MM. SANDHU et BUSHIE interviennent. M^{me} SMITH (Point Douglas) exerce son droit de parole jusqu'à 17 heures et le conserve pour la reprise du débat.

La séance est levée à 17 heures, et l'Assemblée ajourne ses travaux à demain, 13 h 30.

La présidente,

Myrna Driedger